

UNIR 100% à gauche

Bulletin du courant UNIR 100% à gauche de la LCR

N°13

Novembre 2007

P. 3

**Luttes sociales,
alternatives
politiques**

P.6

**Le bon sens près
de chez vous?**

P. 8

**Grenelle de
l'environnement:
main basse sur
l'écologie**

Un nouveau parti, oui, mais lequel ?

Par Christian Picquet

Ainsi, depuis la fin de l'été, la direction majoritaire de la LCR fait-elle de l'appel à un « nouveau parti anticapitaliste » son cheval de bataille. C'était le thème essentiel de la « rentrée politique » d'Olivier Besancenot. C'est, à présent, l'objet des réunions de terrain qui tentent de s'organiser un peu partout. Et ce sera, en cette fin d'année, l'une des principales questions débattues à l'occasion de la préparation de son XVII^e Congrès.

Franchement, nous voudrions nous réjouir que l'objectif d'un dépassement dans une formation plus large devienne désormais enfin commune à l'ensemble des courants et sensibilités de la Ligue. Nous aimerions dire « banco » à l'engagement d'une bataille pour changer la donne à gauche. Nous souhaiterions dire « chiche » au retour de la LCR à une posture unitaire qui fermerait la parenthèse calamiteuse du « cavalier seul » ayant conduit son axe majoritaire à s'opposer pratiquement à la recherche de candidatures unitaires antilibérales pour la séquence électorale de cette année, assumant du même coup la responsabilité considérable de n'avoir strictement offert aucun prolongement à la campagne du « non » de gauche et au séisme politique du 29 mai 2005. Après tout, c'est au nom de la volonté d'ouverture réitérée par tous nos congrès depuis 1992, du projet de nouvelle force anticapitaliste, que notre courant se bat depuis tant d'années : pour que la première percée électorale de Besancenot, en 2002, permît de faire bouger en profondeur les lignes à la gauche du Parti socialiste ; contre le repli sur le pré carré de l'extrême gauche que traduisait l'accord avec Lutte ouvrière pour les élections régionales et européennes de 2004 ; pour que la LCR tout entière, et non son seul courant « unitaire », s'investisse dans la dynamique des collectifs antilibéraux jusqu'à l'échec de décembre 2006.

Une question posée par la crise de la gauche

De fait, dans le nouveau contexte ouvert par la défaite de la gauche à la présidentielle et aux législatives, la question d'une nouvelle force politique à gauche est bel et bien posée. Face à une droite décomplexée et réunifiée autour du projet néoconservateur inspirant Nicolas Sarkozy, les résistances sociales ne peuvent acquérir leur plein essor si n'apparaissent pas rapidement des éléments d'alternative politique. Les sociaux-libéraux se révèlent

soutien

1€

pour nous joindre: unir.contact@gmail.com

plus que jamais inaptes à relever un pareil défi. Leurs principales figures s'emploient désormais à pousser la mutation du Parti socialiste jusqu'à son aboutissement logique, à savoir sa transformation en une formation banalement porteuse d'une variante de l'adaptation du pays aux exigences d'un capitalisme entré dans un nouvel âge de son développement. Non seulement, ils lorgnent de plus en plus ostensiblement vers le centre de François Bayrou, comme partenaire de leurs futures alliances locales et nationales, mais ils en viennent à ne plus même savoir – ou vouloir ! – s'opposer à la politique de la droite. Ne signe-t-elle pas, par exemple, leur totale abdication, cette tentation qu'ils affichent de ne pas voter contre la révision de la Constitution, lorsqu'elle sera prochainement soumise au Congrès, permet-

tant ce faisant à Sarkozy de faire ratifier, par voie parlementaire, le nouveau traité libéral européen, sans avoir à se soumettre à une procédure référendaire ?

Bien sûr, il lui faudrait, pour réaliser ces promesses, réunir une série de conditions. Il devrait se montrer capable de tirer clairement les leçons de la double faillite des projets ayant structuré le mouvement ouvrier international près d'un siècle durant, celui de la social-démocratie comme celui qui se prétendait l'héritier de la révolution d'Octobre alors qu'il incarnait plutôt la dégénérescence de celle-ci en un cauchemar bureaucratique et policier.

Les diverses composantes de la gauche antilibérale étant sorties éparpillées et fort peu audibles des derniers scrutins, les événements des dernières semaines en font foi, le regroupement d'une gauche de gauche, d'une gauche de combat, s'avère bien l'objectif vital du moment. Il suppose de renouer les fils de l'action pour faire converger l'ensemble des sensibilités qui, à gauche

et dans le mouvement social, n'entendent pas renoncer à la contestation du modèle libéral et capitaliste dominant, même s'il faut, pour y parvenir, imaginer de nouvelles modalités et de nouveaux espaces susceptibles de nous faire sortir de l'échec subi par l'unité antilibérale en décembre dernier. Précisément, c'est l'un des moyens d'éviter que les convergences futures ne viennent se briser sur des logiques délétères de concurrence et d'hégémonie que de tracer, dès le départ, la perspective d'un nouvel acteur politique, d'un parti anticapitaliste large et pluraliste.

Comme l'ont démontré toutes les expériences réalisées en Europe - du Bloc de gauche portugais à Die Linke outre-Rhin, en passant par l'Alliance rouge et verte danoise -, un tel parti, s'il s'installait face à un PS de plus en plus libéral et de moins en moins social, s'avérerait rapidement l'instrument de la reconstruction d'une perspective politique pour le salariat et la jeunesse, le moyen d'une clarification entre les deux choix fondamentaux qui partagent la gauche - entre adaptation à l'ordre existant et rupture avec ce dernier -, le vecteur de la recomposition d'une conscience de classe dans ce pays.

Bien sûr, il lui faudrait, pour réaliser ces promesses, réunir une série de conditions. Il devrait se montrer capable de tirer clairement les leçons de la double faillite des projets ayant structuré le mouvement ouvrier international près d'un siècle durant, celui de la social-démocratie comme celui qui se prétendait l'héritier de la révolution d'Octobre alors qu'il incarnait plutôt la dégénérescence de celle-ci en un cauchemar bureaucratique et policier. Il aurait pour charge de s'identifier au projet d'un socialisme démocratique et rénové, à une volonté affichée d'indépendance à l'égard des classes dominantes, à un programme synthétisant au plus près les aspirations à l'émancipation et à l'égalité qui montent de la société. Il s'imposerait à lui, évidemment, au regard du triste bilan des dernières décennies, de refuser de subordonner son action aux contraintes de sa présence dans les institutions, d'illustrer sa conception du changement social par un engagement de chaque instant dans les mobilisations populaires, de récuser toute participation à des gouvernements ou à des exécutifs locaux aux conditions du social-libéralisme. La visée peut paraître difficilement atteignable. Ne se situe-t-elle

pas, toutefois, dans le prolongement du travail déjà accompli par des dizaines de milliers d'hommes et de femmes d'origines fort diverses, avec la Charte antilibérale, les 125 propositions, le document « Ambition-stratégie » des collectifs unitaires ?

Dépassement ou caricature de dépassement ?

Ouvrir réellement le chemin à un parti apte à répondre à la crise historique que traverse la gauche exigerait que l'on agisse « grand angle », que l'on s'adresse à l'ensemble des forces politiques, réseaux ou collectifs militants susceptibles d'être intéressés, que l'on se tourne vers ces milliers de syndicalistes ou d'associatifs qui découvrent au quotidien la nécessité de réinvestir leur expérience de terrain dans le débat sur l'alternative politique à opposer au sarkozysme, que l'on attire cette nouvelle génération militante qui a fait ses premiers pas dans l'action collective avec le mouvement altermondialiste ou dans la mobilisation contre le CPE. Telle n'est pas la voie qu'a choisie la direction majoritaire de la Ligue. Alors que la question d'une nouvelle force est posée en diverses mouvances - par exemple, à la gauche du PS qui, au regard des évolutions à l'œuvre dans son parti, n'a plus le choix qu'entre le divorce et la soumission définitive au social-libéralisme, ou encore à un PCF qui ne peut trouver d'issue au déclin que dans son dépassement -, elle refuse obstinément d'engager le dialogue avec des forces politiques nationales. Lorsqu'elle daigne citer des courants, ce ne sont que de petites organisations d'extrême gauche et Lutte ouvrière. Pour justifier une orientation prétendant privilégier les « anonymes » ou les « héros du quotidien » qui se montreraient prêts en grand nombre à dénouer l'impasse actuelle à gauche, elle va jusqu'à théoriser que « le centre de gravité » de la nouvelle formation sera « extérieure au mouvement ouvrier organisé ». Elle multiplie les circonvolutions suggérant que le « nouveau parti anticapitaliste » sera en réalité « révolutionnaire » et qu'il devra permettre que « se poursuive l'ensemble des liens et des relations qui sont ceux actuellement de la LCR avec la IV^e Internationale ». Parfois, elle n'hésite pas à confondre le dessein collectif requis pour bouleverser les rapports de force sur le champ politique avec l'idée que le « nouveau parti » pourrait être celui... d'Olivier Besancenot. Elle télescope, en outre, l'objectif d'un nouveau parti, qui devrait théoriquement être de réorganiser radicalement les lignes à l'intérieur de la gauche, avec le besoin de faire accomplir à la LCR une authentique révolution culturelle, lui permettant de peser sur la situation avec le plus d'efficacité possible.

Ce faisant, à une échelle large, elle délivre le message contre-productif que la colonne vertébrale dudit « nouveau parti anticapitaliste » serait, au mieux, constituée d'une nébuleuse d'extrême gauche, au pire, de la seule LCR. Quelque part, elle opère de cette manière une rupture avec ce qui était son acquis depuis 15 ans : l'idée qu'une nouvelle représentation politique pour le monde du travail ne serait pas un parti révolutionnaire ou d'extrême gauche, qu'elle devrait être impérativement pluraliste afin de pouvoir opérer la synthèse du meilleur des traditions ayant jusqu'alors inspiré le combat en faveur de la transformation sociale, qu'elle ne pourrait donc procéder de la volonté d'une unique organisation. On peut, dès lors, redouter qu'au-delà de secteurs proches ou intéressés par la LCR, une proposition formulée en des termes aussi étroits ne puisse susciter de réelle dynamique.

Dans cette discussion, il existe bien deux approches et deux méthodes possibles. Le risque est que celle qui dispose actuellement d'une majorité à la direction galvaude l'idée même d'un nouveau parti, qu'un échec affaiblisse le crédit qu'a su gagner la Ligue ces dernières années, et que l'on ne parvienne même pas à changer en profondeur l'image et le fonctionnement de l'actuelle LCR. ■

Dans cette discussion, il existe bien deux approches et deux méthodes possibles. Le risque est que celle qui dispose actuellement d'une majorité à la direction galvaude l'idée même d'un nouveau parti, qu'un échec affaiblisse le crédit qu'a su gagner la Ligue ces dernières années, et que l'on ne parvienne même pas à changer en profondeur l'image et le fonctionnement de l'actuelle LCR.

Luttes sociales, alternatives politiques

De 1995 à 2007...

Par Dominique Mezzi

Luttes sociales et alternative politique contre Sarkozy sont partie liée. Pas forcément dans le temps court, mais à moyen terme pour changer réellement le rapport des forces.

La grève du 18 octobre a été un grand succès, étonnant par sa massivité historique d'une part (surtout à la SNCF) et son caractère interprofessionnel d'autre part, non voulu par les directions syndicales confédérales. Cette journée est déjà une démonstration des attentes qui parcourent le salariat, mais aussi de la disponibilité des équipes militantes les plus conscientes et les plus politisées. Une fois de plus, les mouvements sociaux étonnent par la production du « nouveau ». Mais cela ne signifie pas que, linéairement, leur dynamique seule résoudra tous les problèmes et anéantira par exemple très vite le sarkozysme dans sa cohérence. La globalisation commencée le 18 octobre doit se poursuivre sur tous les terrains, si on veut déboucher sur un démantèlement du système de domination mis en place le 6 mai dernier. La tétanisation postélectorale a été enrayée, il reste à élargir la brèche.

Mais les mobilisations, les indignations, les révoltes politiques, ont besoin d'un lien qui les fédèrent, pour produire une cohérence alternative au pouvoir. Ce n'est pas toujours vrai à toute époque : des grandes luttes peuvent éclater sans cela (1968, 1995). Mais Sarkozy a la particularité d'avoir réhabilité dans l'imaginaire collectif l'action politique, la capacité d'agir sur l'état du monde et non de s'y conformer. Le mouvement social, la gauche de combat, la gauche de gauche, ont ce défi à relever.

Ayant mis sur la table de son « chamboule-tout » tous les chapitres du « contrat social », mais aussi les principes du contrat politique républicain (tests génétiques, l'inné et l'acquis, etc), générant un mode de gouvernement inédit (hyper-pouvoir, bio-pouvoir, gouvernance sur des faits divers émotionnels), Sarkozy joue certes avec le feu. D'un côté, il est le seul, face à une gauche fascinée, à tenir les ficelles d'un ensemble cohérent. C'est ce qui a fait sa force, au-delà de son camp, et qui continue, malgré une nette érosion, à capter l'attention de couches dominées du salariat. Mais Sarkozy est aussi surexposé. Son activisme sur tous les fronts comporte le risque d'allumer tous les feux de la résistance : résistance sociale, révoltes morales et civiques, fronde grandissante de l'appareil judiciaire, fragmentation des bases sociales traditionnelles du pouvoir (médecins). Et cela dans un contexte économique international qui ne donne aucune marge de manœuvre pour acheter la paix sociale.

Mais les mobilisations, les indignations, les révoltes politiques, ont besoin d'un lien qui les fédèrent, pour produire une cohérence alternative au pouvoir. Ce n'est pas toujours vrai à toute époque : des grandes luttes peuvent éclater sans cela (1968, 1995). Mais Sarkozy a la particularité d'avoir réhabilité dans l'imaginaire collectif l'action politique, la capacité d'agir sur l'état du monde et non de s'y conformer. Le mouvement social, la gauche de combat, la gauche de gauche, ont ce défi à relever.

En 1995, le mouvement s'était propagé comme une irruption auto-entretenu. La gauche était sans voix, sortant de sa défaite de 1993, mais cette absence n'avait presque rien freiné. Le mouvement social était donc porteur d'une sorte d'alternative de fait, par les valeurs solidaires qu'il portait. Le mouvement a produit un début de chantier programmatique (Etats-généraux du mouvement social) mais pas de projet politique explicite. La crise politique existait malgré tout (Juppéthon), et elle s'est dénouée en 1997, Jospin et la gauche plurielle réoccupant tout l'espace d'une fausse alternative, vite muée en gestion des contraintes (« L'Etat ne peut pas tout »).

Mais nous ne sommes plus dans la configuration de 1995, même si des bonnes surprises sont toujours possibles et si le refus du libéralisme demeure. Aujourd'hui, une vraie grève reconductible nécessite une préparation politique. Et le 18 octobre montre qu'elle est possible.

Après le 21 avril 2002, après les secousses politico-sociales de 2003, 2004, 2005, 2006, l'articulation du social et du politique est devenue permanente. C'est la question du débouché politique qui a structuré la situation. Après la « séquence sociale » antilibérale post-1995, la phase 2002-2007

se caractérise comme une « séquence politique », pour reprendre la périodisation proposée par Stathis Khouvelakis (*La France en révolte*, éditions Textuel, 2007). Sarkozy a parfaitement compris cette attente et a réussi à vendre son projet de régression conservatrice comme une nouvelle synthèse, alliant la primauté du « travail », avec un nouveau pacte du « vivre ensemble » surfant sur le besoin de sécurité et d'ordre (électeurs FN), et embrassant pour mieux les étouffer certaines valeurs symboliques de la gauche. Mais cette force repose aussi en grande partie sur une démission idéologique. D'un côté, la gauche s'est coulée dans ce qu'elle croit être la nouvelle modernité. Et de l'autre le syndicalisme situé à gauche comme la CGT (la CFDT refuse depuis longtemps cette classification) se refuse à assumer la portée politique des projets revendicatifs. Or si des ouvriers ont voté Sarkozy, ils n'ont jamais voté pour le démantèlement, une à une, des conquêtes sociales. Il revenait donc au syndicalisme de lutte de porter le fer publiquement, pied à pied, sur chaque dossier, en prenant l'opinion antilibérale à témoin. Au lieu de se couler dans le calendrier du pouvoir, afficher une volonté d'opposition. Ce n'est pas ce qui s'est passé entre mai et octobre 2007.

Cet automne, au moment où le voile commence à se déchirer, après les rassemblements contre les franchises médicales, après l'amplification de la dénonciation de conditions de travail (la manifestation du 13 octobre a montré que le mouvement ouvrier pouvait reprendre l'initiative sur la question du travail), après le grand succès du 18 octobre, il est indispensable de lever la tête du guidon et d'anticiper.

Pour être victorieux, les nouveaux rendez-vous, cette « reconductible » attendue, nécessitent que s'installe solidement dans le débat social une vision interprofessionnelle des plates-formes revendicatives. La démonstration par la combativité ne peut être suffisante, elle doit se muter en force unifiante pour « parler » à tous et toutes. Ce devrait être la responsabilité des confédérations syndicales en premier lieu. Mais on voit bien qu'elles ne le veulent pas. C'est donc celle des équipes militantes les plus conscientes que de tisser des liens intersyndicaux visibles, pour redonner du sens au débat social et citoyen, jusqu'ici monopolisé par l'Élysée.

Sarkozy a parfaitement compris cette attente et a réussi à vendre son projet de régression conservatrice comme une nouvelle synthèse, alliant la primauté du « travail », avec un nouveau pacte du « vivre ensemble » surfant sur le besoin de sécurité et d'ordre (électeurs FN), et embrassant pour mieux les étouffer certaines valeurs symboliques de la gauche.

C'est aussi la responsabilité des militants politiques anticapitalistes, issus de la gauche révolutionnaire, notamment la LCR, ou des autres traditions (communiste, socialiste, écologiste) de trouver le moyen de nouvelles associations militantes convergentes, fédérant l'expérience récente des collectifs issus du 29 mai 2005, avec les courants politiques multiformes exprimant la crise historique d'une gauche dont la dominante est celle du renoncement (jusqu'à franchir la barrière gauche-droite), du mimétisme (Royal cherchant son inspiration chez Veltroni à Rome, c'est-à-dire l'alliance des droites républicaines et de la gauche social-libéralisée) ou de l'impuissance par le surplace autosuffisant (campagne du PCF fin 2006, début 2007). La question d'une nouvelle donne, d'un parti politique de combat à gauche, au sens profond du terme « parti », combinant l'action efficace et la synthèse d'éléments programmatiques, est posée face au sarkozysme. Les syndicalistes peuvent aussi apporter leur pierre dans ce débat urgent pour l'avenir du mouvement ouvrier. Un tel parti ne sortira pas tout armé de la cuisse d'un Jupiter anticapitaliste, il ne sera pas non plus un collier de perles réunissant les « anonymes » qui ont voté Olivier Besancenot.

La LCR est un parti plongé dans les luttes : c'est une partie de son histoire et de son identité. Mais cela ne suffit pas, comme parti politique. Elle (re)commence à exprimer aujourd'hui une idée fustigée il y a très peu de temps encore lorsque la minorité unitaire la défendait : que les luttes ont besoin d'une alternative politique, particulièrement aujourd'hui. Le parti nouveau qu'il faut construire émergera évidemment des forces militantes renouvelées issues des luttes et notamment des jeunes. Mais il n'y a pas de muraille de Chine entre les animateurs des mouvements sociaux, les batailles politiques qu'ils (elles) mènent pour les pousser le plus loin possible, et les confrontations qui partagent la gauche en deux orientations inconciliables : celle qui renonce, qui s'adapte, et celle qui résiste, et contribue à façonner le débat politique, même pour les syndicalistes ou les grévistes. Nous voulons rassembler la gauche qui résiste (sociale et politique), dans toutes ses composantes collectives, premier pas pour un vrai nouveau parti possible. ■

Le bon sens près de chez vous ?

Par Alain Faradji

A moins de cinq mois des élections municipales, la confusion règne à gauche comme rarement. Il faut dire que face à l'offensive de Sarkozy, si la mobilisation et les résistances prennent forme sur le terrain social, la gauche est toujours dans l'incapacité de formuler le moindre début de réponse politique capable de mobiliser l'électorat populaire en lui offrant une perspective à la hauteur des enjeux. La direction du PS espère bien, même si elle n'a aucune politique de rechange, profiter des premiers déboires de la droite. En passant si elle pouvait dans un certain nombre d'endroits faire la peau à ces « partenaires » communistes, elle ne dirait pas non. Dans ce contexte, en appeler à l'union de la gauche, comme le fait le PCF, a un petit côté désespéré et désespérant. Et même Lutte Ouvrière dans de plus en plus de villes paraît engager des accords de premier tour visiblement sans se soucier plus que cela du programme des listes. Évidemment, face à cette droite, la volonté unitaire existe et on se doit de la prendre en compte et de porter cette aspiration. Toutefois devant une direction du PS qui s'interroge ouvertement, pour ne pas dire plus, sur un retournement d'alliance au profit du Modem et dont le social-libéralisme fait chaque jour un peu plus le lit de l'UMP, la question de l'unité des forces de gauche ne peut pas se poser indépendamment de tout contenu programmatique. Certes, la situation est difficile et il n'y a pas de réponse toute faite. Néanmoins il semble qu'il est tout de même possible de définir quelques points qui permettraient à la gauche de transformation sociale de ne pas sombrer à nouveau après son échec global à la présidentielle et aux législatives.

Pour commencer, il faut s'ôter définitivement de la tête l'idée saugrenue, entendue ici ou là et surtout à la LCR, selon laquelle les municipales seraient un test pour la construction d'un nouveau parti anticapitaliste. Premièrement, les électeurs de gauche ne votent pas pour la création d'un nouveau parti mais pour des listes dont le programme et la politique leur semblent être à même d'apporter des changements notables dans leurs vies quotidiennes et qui dans le cadre du rapport de force présent leur permettent de se protéger et de conforter leur camp social face à la droite. Deuxièmement, les listes d'une seule formation politique même agrémentées de quelques personnalités ou groupes militants locaux ne peuvent pas préfigurer ce que serait un véritable nouveau parti pour la simple et bonne raison que celui-ci ne peut pas naître à partir des seules forces, même élargies, d'un seul courant politique. Il émergera nécessairement à la faveur d'une redistribution générale des cartes au sein de la gauche. Plus exactement, il sortira de la convergence entre des courants politiques issus d'une série de traditions, de secteur porteurs d'expériences accumulées dans le mouvement social et altermondialiste, et de l'apport des nouvelles générations militantes. Pour qu'une telle force se construise, il faudra encore du temps et, surtout, une véritable politique unitaire. D'ici les municipales, au risque d'en décevoir certains, il faut bien prendre acte que les conditions d'un dépassement des courants structurant la vie de la gauche de gauche ne seront pas encore réunies.

Plus sérieusement maintenant, au-delà de leur aspect local, ces élections seront un test contre la politique de Sarkozy, de son gouvernement, de sa majorité et de ses relais municipaux. L'électorat de gauche se saisira de ce scrutin pour tenter d'infliger le maximum de dégâts possibles à cette droite. La gauche de gauche doit également faire sien cet objectif d'affaiblir ceux qui pour la première fois depuis la Libération porte un projet cohérent de tentative de contre-révolution conservatrice en France. Avec Sarkozy, c'est la période politique marquée par la domination de l'héritage gaulliste sur le camp conservateur après le régime de Vichy qui s'achève. Pour s'en convaincre, il suffit de relire ce que Denis Kessler ancien numéro 2 du patronat écrivait dans le magazine Challenges il y a quelques semaines : « *La liste des réformes ? C'est simple, prenez tout ce qui a été mis en place entre 1944 et 1952, sans exception. Elle est là. Il s'agit aujourd'hui de sortir de 1945, et de défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la Résistance.* » Ce qui est à l'ordre du jour c'est donc un basculement durable du rapport de force politique et social. Dans cette bataille, la gauche a perdu les deux premières manches électorales, une troisième de grande ampleur se joue sur le terrain social, une autre aux municipales. Il ne doit donc y avoir aucune ambiguïté sur la volonté de la gauche de combat de ne pas se tromper de... combat. Elle doit sans état d'âme appeler à battre cette droite au second tour de l'élection en appelant à voter pour la liste de gauche restant en lice à condition que celle-ci soit strictement de gauche. Cela semble être de bon sens, mais quand on connaît la passion pour le bon sens de la gauche antilibérale, il n'est pas inutile de se répéter...

Dans les conditions que nous connaissons, la pression à l'unité de toute la gauche pour résister au blitz sarkozyen est forte et il faudrait être aveugle et sourd pour ne pas ressentir cette aspiration et d'une manière ou d'une autre il faudra y répondre. Toutefois, si l'unité contre la droite doit s'affirmer, cela n'efface pas le fait que la gauche reste traversée par deux grandes orientations. L'une caractérisée par son adaptation croissante à la mondialisation libérale et qui pour une part envisage l'alliance avec le centre droit, l'autre pour l'instant émiettée mais pouvant se réunir sur un programme de contestation de l'ordre établi et porteur d'une logique de rupture à la fois avec les politiques libérales et avec le social-libéralisme. La bonne façon de répondre à la demande d'unité ce n'est pas de taire les désaccords mais de les assumer pour que les éventuels accords se fassent dans la clarté au second tour. Au premier tour, les électeurs et les électrices doivent pouvoir se prononcer sur la politique qu'ils veulent pour leurs villes. Cela nécessite le rassemblement le plus large possible autour des quelques points qui dans la gestion municipale montrent comment il est possible de refuser l'agenda libéral : gestion publique de l'eau, logement (loi de réquisition, service public du logement...), refus des privatisations et défense/extension des services publics (petite enfance...), démocratie communale... À partir de ce type d'éléments, il est concevable de bâtir un programme pour des villes qui résistent, qui protègent et qui ne renoncent pas à changer la vie. Un programme bâti en commun avec la population et par tous ceux et toutes celles, individus, collectifs, courants et partis de gauche qui veulent le défendre ensemble et si possible l'appliquer dans leur commune. Des listes de tous ceux et toutes celles qui anticapitalistes et antilibéraux, communistes, écologistes et socialistes ne veulent pas ou plus voir la droite diriger leur ville et qui dans le même temps veulent mettre un terme aux politiques, en fait de soumission au libéralisme, souvent habillées de la référence à l'Union de la gauche, politiques qui se sont, la plupart du temps, soldées par des échecs.

Vouloir faire la clarté sur les différentes options proposées aux électeurs et aux électrices ne signifie évidemment pas que la gauche antilibérale et anticapitaliste renonce à avoir le maximum d'élus lors de cette consultation. Dans la plupart des cas, à cette étape, les listes dirigées par les sociaux-libéraux seront devant les listes de la gauche de gauche. Ces dernières devront alors exiger la fusion des listes. Pas une fusion signifiant un accord sur le fond de la politique municipale proposée, il n'y a aucune raison de renier le programme présenté au premier tour. Mais une fusion avec la liste de gauche arrivée en tête, avec pour conditions que la liste en question ne comprenne pas de représentants du Modem, que l'indépendance des élus soit garantie (notamment sur la question centrale du vote du budget), et que les fusions s'organisent sur une base purement démocratique, donc avec répartition des places éligibles proportionnellement à l'influence des uns et des autres. Bref, une politique qui ne brade pas les exigences de rupture avec la logique du libéralisme et qui dans le même temps permet d'avoir des élus en toute indépendance c'est-à-dire sans passer sous les fourches caudines du social-libéralisme. Une politique de bon sens, non ? ■

En 1995 puis en 2001, à Clermont Ferrand, des militants de la LCR ont été élu au second tour, sur la liste de la majorité de gauche pour constituer l'opposition de gauche à la municipalité dirigée par le PS.

En 1995 la question pour Quillot, comme pour toute la gauche, était d'empêcher Giscard d'Estaing de conquérir la municipalité. Verts, Alternatifs et LCR avaient constitué une liste d'union rouge et verte, dépassant les 5% ils pouvaient prétendre à participer à la majorité. Verts et Alternatifs voulaient accepter, Alain Laffont le représentant de la LCR, non. Pour assurer la défaite de Giscard, Quillot accepta nos conditions : pas d'obligation de voter le budget. L'accord fut ainsi conclu, la droite fut battue (par un score supérieur à la somme des listes de gauche au premier tour), Verts et Alternatifs rejoignirent dès le soir du second tour la majorité, Alain Laffont non. Et 6 ans plus tard la liste LCR seule remporta 8,7% des voix pendant que les Verts rejoignaient la liste de la gauche plurielle dès le premier tour.

En 2001 la bataille pour fusionner fut plus rude, car le danger de droite était plus faible, Mais une intervention de plusieurs semaines pour l'unité de toute la gauche, regroupant tous ce que comptent la ville de Clermont de syndicalistes et responsables associatifs de gauche, culminant par la distribution d'une adresse au PS lors de leur meeting électoral du premier tour, emporta la décision. Il y eut ainsi 3 élus d'opposition de gauche dans le conseil municipal.

Gérard Bohner

Grenelle de l'environnement : main basse sur l'écologie

Par Vincent Gay

Ca y est, par la grâce de l'action Elyséenne, voilà le capitalisme converti à la défense de l'environnement. Au-delà des aspects les plus médiatisés et l'optimisme immodéré dont ont fait preuve la plupart des commentateurs, le processus enclenché avec le Grenelle de l'environnement s'inscrit dans la démarche de N. Sarkozy visant à reprendre à son compte aussi bien des thématiques de droite que celles qui devraient être portées par les organisations progressistes.

Un Grenelle de dupes, du début à la fin

L'art de manier la carpe et le lapin est partie intégrante de la méthode présidentielle. Comme il a su parler au peuple et aux travailleurs tout en menant une politique exclusivement au service des classes dominantes, Nicolas Sarkozy tente de se transformer en héraut de l'écologie tout en menant des politiques qui portent atteinte à l'environnement. Pourtant la chose n'était pas jouée d'avance pour un ex-candidat défenseur farouche de l'énergie nucléaire et des OGM. À travers le Grenelle de l'environnement se joue d'abord une définition de l'écologie par la droite néo-conservatrice. Bien relayée par les médias et aidée par la candeur de certaines associations environnementalistes, ou par leur désir de jouer les conseillers du prince, l'opération est en passe de réussir, ce qui révèle d'une part la capacité du gouvernement à annexer une série de thèmes pour en effacer la dimension subversive et d'autre part la faiblesse de l'écologie politique en France, son manque de clairvoyance et/ou de radicalité. Pourtant un écologiste un tant soit peu sérieux ne peut se satisfaire des annonces gouvernementales.

Des mesures en trompe l'œil

Bien que le Grenelle ait été présenté comme une négociation libre et sans tabou, un certain nombre de sujets ont été d'emblée écartés des discussions, en premier lieu l'avenir de la filière nucléaire qui constitue d'abord un enjeu économique pour la multinationale Areva avant d'être un enjeu énergétique. Pour le reste l'imprécision des annonces, le report à des délais plus ou moins lointains (pour la réduction des pesticides par exemple), le caractère contradictoire de certaines annonces avec la réalité des décisions (concernant les OGM notamment)... ne devraient pas inciter à l'optimisme. Bien au contraire, on constate qu'après quatre mois de discussions, ce qui constituait l'objectif minimal des plus importantes ONG environnementales (moratoires sur l'EPR, les incinérateurs, les OGM et les projets d'autoroutes et d'aéroports) n'a pas été accordé. Dans certains cas, comme la proportion d'énergies renouvelables à atteindre en 2020, le gouvernement ne fait que se conformer aux objectifs de l'Union Européenne. Les marchandages opérés entre le gouvernement, les organisations patronales et agricoles et certains mouvements écologistes laissent à penser à l'existence d'un consensus qui évacue l'analyse des origines des pollutions. L'absence de compréhension des mécanismes capitalistes quant à l'usage de la nature par le système économique, quant aux rapports entre question sociale et question écologique laisse les mouvements écologistes désarmés face à la politique Sarkozyste.

Pour une alternative écologiste au capitalisme vert

Autour du Grenelle se dessine la tentative de former une union sacrée au nom de la défense de l'environnement, union sacrée qui permet aussi bien au MEDEF et la FNSEA qu'à certaines associations de sortir satisfaites des négociations. Une telle union sacrée est terriblement dépolitisante et vise à extraire l'écologie de sa dimension sociale pour en faire un nouveau pilier d'un système économique basé sur l'idéologie de la croissance et du productivisme. Car ne nous y trompons pas : autant le capitalisme est incapable de résoudre la crise écologique globale, autant il peut s'en servir

pour développer de nouvelles industries et créer de nouveaux marchés. Malgré la présence d'Al Gore, J.M Barroso ou Wangari Maathai (Kenyanne, prix Nobel de la paix en 2004), le Grenelle est resté très franco-français. Et pourtant, comment envisager des politiques environnementales ambitieuses confinées à un seul pays ? Les dirigeants de la FNSEA ne s'y sont pas trompés en obtenant un large assouplissement des éventuelles conditions de réduction des pesticides, au nom de la nécessaire compétitivité internationale de l'agriculture française. Et on peut toujours améliorer la situation dans les pays développés en accentuant les problèmes environnementaux au Sud, faisant des pays pauvres les poubelles des puissances du Nord.

Il y a urgence à rompre le cercle de cette union sacrée qui, à travers les nouvelles formes de gouvernance, tend à enfermer les nouveaux partenaires sociaux que sont devenues les ONG dans des activités institutionnelles et consensuelles. Pour cela, non seulement des luttes, tant locales que globales, seront nécessaires ; mais de plus l'écologie doit s'élargir pour sortir d'une stricte défense de l'environnement et prendre en charge des questions quotidiennes comme la santé ou les conditions de travail. Des expériences existent sur ces terrains, le mouvement syndical sort de son ignorance et commence à entamer des collaborations avec les organisations écologistes ; cela est de bonne augure mais ne peut se faire qu'en toute indépendance du gouvernement. Du côté du champ politique, difficile de penser que l'actuelle direction des Verts ait une utilité pour nos futurs combats, tant elle a été incapable de faire contrepoids à l'opération élyséenne, allant parfois jusqu'à encourager J.L Borloo. L'importance croissante accordée au jeu institutionnel et le rapprochement continu avec le Parti Socialiste conduit à cette situation dans la direction des Verts, qui a perdu toute crédibilité chez bon nombre d'écologistes, y compris de militants Verts. Mais cette attitude donne d'autant plus d'importance à la nécessité de constituer une nouvelle force de gauche qui prenne pleinement en charge les luttes et les revendications écologistes, une gauche qui mette l'écologie au cœur de son projet d'émancipation sociale. ■

Information



Unir c'est aussi une association constituée à l'initiative de militants et de militantes de la LCR.

Unir agit pour le rassemblement des courants et des forces politiques de gauche se situant sur le terrain de la lutte **contre le libéralisme** et pour la formation d'un **front politique et social** lors des échéances électorales et des mouvements sociaux.

Unir défend la perspective d'une **nouvelle force politique** anticapitaliste, internationaliste, féministe, écologiste opposée à toutes les formes de discrimination, un nouveau parti pour le monde du travail et la jeunesse, **pour un socialisme démocratique**

Unir est ouverte à toutes celles et tous ceux qui partagent ses objectifs politiques **rejoignez-nous !**

Alain Faradji, Christian Picquet, Céline Malaisé, Francis Sitel

retrouvez-nous sur **www.unir.asso.fr**